



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 30/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GUYENNE ENVIRONNEMENT (ex-SABLIÈRES DE GUYENNE)

27 RUE ALESSANDRO VOLTA
B.P 10288
33700 Mérignac

Références : 26-273
Code AIOT : 0003100163

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2026 dans l'établissement GUYENNE ENVIRONNEMENT (ex-SABLIÈRES DE GUYENNE) implanté 5 rue des queyries 33100 Bordeaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUYENNE ENVIRONNEMENT (ex-SABLIÈRES DE GUYENNE)
- 5 rue des queyries 33100 Bordeaux
- Code AIOT : 0003100163
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Guyenne Environnement exerce une activité de transit et de broyage-concassage de produits minéraux et de déchets inertes au sein d'une zone d'activités commerciales (garages automobiles, entrepôts) relativement arborée, à proximité d'une voie ferrée réservée au fret.

Les activités de broyage-concassage sont réalisées par campagnes.

Le fonctionnement du site est encadré par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 18 février 2025.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Registre déchets entrant et sortant	Code de l'environnement du 27/03/2026, article R. 541-43-1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Prélèvement d'eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 1.5.3	Demande d'action corrective	3 mois
6	Mesure des poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57	Demande d'action corrective	3 mois
8	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article 2.1.1	Demande d'action corrective	15 jours
9	Pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article 2.1.2	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet
4	Eloignement	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 5	Sans objet
5	Envois de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6	Sans objet
7	Mesures de bruit	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non conformités sont constatées, sans risque grave et imminent pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'inspection ne propose pas de mise en demeure à ce stade.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre déchets entrant et sortant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/03/2026, article R. 541-43-1
Thème(s) : Situation administrative, Traçabilité des déchets
Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, (...) les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments (...) tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments. II.- (...) Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.
Constats : En amont de l'inspection, par courriel du 26 février 2026, l'exploitant a transmis les registres de déchets entrants et sortants pour l'ensemble de l'année 2025. Le contenu de ces registres est conforme à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 (article 1 pour les déchets entrants, article 2 pour les déchets sortants). Seuls deux types de déchets entrent sur le site : des bétons issus de démolition (code 17 01 01) et des terres de déblai (code 17 05 04). Cependant, l'exploitant ne déclare pas ses registres sur le télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement (Trackdéchets). <i>A minima</i> les terres excavées sont soumises à cette télétransmission en vertu de l'article R. 541-43-1 du code de l'environnement. Aucune sortie du statut de déchet n'étant formalisée pour le béton concassé, la télétransmission du registre les concernant n'est <i>a priori</i> pas exigée. L'exploitant indique toutefois que les matériaux issus du concassage des bétons de démolition est un produit normé répondant à un cahier des charges. Il est d'ailleurs à noter que le registre des déchets sortants du site ne contient aucune ligne correspondant à ces matériaux, qui sont considérés comme des produits. La traçabilité des déchets devant être conservée, les bétons de démolition entrants doivent : <ul style="list-style-type: none">• ou bien être considérés comme sortant du statut de déchet du fait de leur transformation sur site et faire l'objet d'une télétransmission des données qui s'y rapportent en vertu du 5° du II de l'article R. 541-43 du code de l'environnement ;• ou bien être considérés comme déchets même après transformation sur site et ainsi être inscrits au registre chronologique des déchets sortants.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de télétransmettre dans l'application Trackdéchets, sous un mois, ses registres de déchets entrants et sortants.

Pour information, la télétransmission peut se faire de manière automatisée grâce à l'API Trackdéchets, dont une page d'aide est disponible à l'adresse suivante : https://developers.trackdechets.beta.gouv.fr/
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 1.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces relevés sont enregistrés et conservés dans le dossier de l'installation.
Constats : Sur place, l'inspection constate qu'aucun compteur n'est installé sur le forage. L'exploitant ne peut donc pas évaluer sa consommation d'eau, qui, pour rappel, ne doit pas dépasser 500 m ³ /an comme prévu par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 18 février 2025. L'exploitant indique que la pompe de relevage puisant l'eau du forage n'est allumée qu'au besoin lors des périodes sèches propices aux envols de poussières pour alimenter les asperseurs présents sur site et que la consommation est donc faible.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'équiper, sous trois mois, le forage d'un dispositif de mesure totalisateur et de relever mensuellement la consommation d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Procédure d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Traçabilité
Prescription contrôlée : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant : - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Constats :

La plupart des déchets entrant sur le site sont apportés par des entreprises apportant fréquemment et ayant fait une demande d'acceptation préalable en amont de chaque chantier. De manière résiduelle, les entreprises qui n'ont pas rempli de demande préalable se voient demander de la remplir sur place en arrivant. L'inspection constate que des exemplaires de la fiche sont disponibles sur le bureau d'accueil au pont bascule. Cette fiche permet de récolter les informations réglementaires sur la nature des déchets.

La fiche comporte aussi des mentions permettant de s'assurer que l'ensemble des parties s'est interrogé sur la potentielle pollution du site où ont été produits les déchets apportés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Eloignement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit et poussières

Prescription contrôlée :

Les zones de stockage sont, à la date de délivrance de l'arrêté préfectoral, implantées à une distance d'éloignement de 20 mètres des constructions à usage d'habitation ou des établissements destinés à recevoir des personnes sensibles (hôpital, clinique, maison de retraite, école, collège, lycée et crèche).

Constats :

Aucun usage sensible n'est identifié à moins de 20 mètres des stocks de matériaux et déchets inertes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Envois de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant adopte, les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses : Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées. Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin. Les surfaces où cela est possible sont végétalisées. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.
Constats : Sur place, l'inspection constate que l'ensemble des pistes est en grave et génère des envois de poussières modérés au passage des véhicules et engins. La voirie publique devant le site est modérément empoussiérée par les sorties de véhicules. Aucun dispositif de lavage des roues n'est présent sur site. En revanche, un réseau d'asperseurs (trois buses) est en place. Celui-ci est mis en action lorsque les envois de poussières sont amplifiés par une absence de pluie prolongée ou du vent. L'exploitant explique que la stratégie est la création de zones mouillées aux endroits de passage principaux pour que l'humidité soit transportée par les véhicules circulant sur le site. Cela justifie le faible nombre de buses d'aspersion présent sur le site. Tant que les rapports de mesure de retombées de poussières montrent un faible impact du site sur son environnement, ces mesures sont jugées satisfaisantes. Le point de contrôle est conforme, il est toutefois demandé à l'exploitant d'apporter une vigilance à la propreté de la voirie publique à l'entrée du site (balayage par exemple).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesure des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.
Constats : Sur place, l'inspection a pris connaissance des résultats d'une mesure de retombées venant d'être finalisée en mars 2026. Le rapport n'appelle pas de remarque et l'impact des installations sur son environnement est faible. Il est à noter qu'un point de mesure était placée au niveau d'une habitation au Sud du site car une riveraine à cet endroit était incommodée par l'empoussièrement. Le résultat des mesures ne montre pas d'impact significatif dans ce lieu qui

<p>n'est pas sous les vents dominants par rapport au site.</p> <p>En revanche, l'exploitant ne respecte pas la fréquence de mesure des retombées alors que le milieu urbain dans lequel le site s'inscrit n'est pas de nature à permettre une dérogation à cette fréquence. La dernière mesure avant celle de mars 2024 date de mars 2026, elle avait été réalisée dans le cadre du dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réitérer, sous trois mois, la mesure des retombées de poussières puis de respecter la fréquence trimestrielle en incluant autant que possible les campagnes de concassage dans la durée de mesure des retombées afin que les résultats soient représentatifs de l'activité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Mesures de bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté, ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes :</p> <p>1. Pour les établissements existants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fréquence des mesures est annuelle ; - si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ; - si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.
<p>Constats :</p> <p>La dernière mesure d'émission sonore date de 2024, elle avait été commandée dans le cadre du dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE. L'inspection a de nouveau pris connaissance du rapport sur place, celui-ci n'appelle pas de remarque.</p> <p>Le site était déjà existant et réalisait tous les trois ans une telle mesure. La fréquence trisannuelle peut être conservée tant qu'aucune valeur limite n'est dépassée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article 2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : En toute circonstance et sans préjudice des dispositions du code du travail, un dispositif d'extinction d'incendie adapté en nature et en volume est présent à bord de chaque engin, permettant une intervention de l'exploitant sur un départ de feu dudit engin, en particulier au niveau des équipements mobiles de broyage-concassage. En toute circonstance, un volume de matériaux inertes et incombustibles susceptible d'étouffer un départ de feu est disponible à proximité immédiate du ou des engins de broyage-concassage. Sans préjudice de l'intervention des services extérieurs d'incendie et de secours, les moyens d'extinction cités aux deux alinéas précédents sont mis en œuvre immédiatement par le personnel en cas de départ de feu. Toute utilisation d'au moins un des dispositifs cités aux deux premiers alinéas du présent article est considérée comme un incident au sens de l'article R. 512-69 du code de l'environnement et doit donc être déclarée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées et faire l'objet d'un rapport tel que défini à ce même article.
Constats : Sur place, l'inspection a sélectionné un engin présent sur site pour un contrôle par sondage de la présence d'un dispositif d'extinction d'incendie. Aucun dispositif n'y était présent. Un autre engin a été contrôlé, un extincteur était présent dans ce deuxième engin.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de s'assurer, sous 15 jours, que l'ensemble des engins est doté d'un dispositif d'extinction d'incendie adapté en nature et en volume. Une organisation permettant de s'assurer régulièrement de la présence et de la conformité (vérification périodique par un organisme) des dispositifs d'extinction doit être trouvée par l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Pollution accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution du sol
Prescription contrôlée : En toute circonstance, des dispositifs d'absorption des polluants adaptés en nature et en volume sont présents à bord de chaque engin et dans les locaux d'exploitation, permettant l'intervention sur une pollution accidentelle, en particulier liée aux hydrocarbures des engins.
Constats :

Sur place, l'inspection a sélectionné deux engins présents sur site pour un contrôle par sondage de la présence d'un kit absorbant. Aucun dispositif n'était présent dans les deux engins. Un kit était toutefois présent dans le local administratif où un agent de bascule est présent durant les heures de fonctionnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer, sous 15 jours, que l'ensemble des engins est doté d'un kit anti-pollution adapté en nature et en volume. Une organisation permettant de s'assurer régulièrement de la présence des kits doit être trouvée par l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours